

NOTE D'INFORMATION

«LA MINUSCA N'A D'AUTRES AMBITIONS QUE DE SOUTENIR LE GOUVERNEMENT CENTRAFRICAIN», SELON LE REPRÉSENTANT SPÉCIAL

Bangui, le 24 août 2016 - Les relations entre la MINUSCA et les autorités centrafricaines sont au beau fixe et la Mission n'a d'autres ambitions que de soutenir le gouvernement, a indiqué mercredi, le Représentant spécial du Secrétaire Général des Nations Unies en Centrafrique, Parfait Onanga Anyanga. « Conformément à son nouveau mandat (Résolution 2301), la MINUSCA va continuer à appuyer les autorités souveraines du pays dans la consolidation de la paix», a-t-il dit, en soulignant que la MINUSCA n'a aucun agenda caché.

Lors de la conférence de presse hebdomadaire de la Mission, Parfait Onanga Anyanga, a rejeté les accusations portées contre la mission onusienne par certains secteurs dont les médias après la fuite de certains leaders ex-séléka du Km5 et dont le convoi a été stoppé par les casques bleus dans les environs de Sibut. « Les médias jouent un rôle important pour le retour de la paix et le vivre ensemble dans ce pays, ils doivent consolider les acquis de la démocratie en jouant pleinement son rôle qui est celui d'informer le public», a indiqué Onanga-Anyanga.

Le Représentant spécial a rappelé que la MINUSCA avait arrêté des membres du convoi avant de les remettre au gouvernement, tout en ajoutant qu'une opération menée par la MINUSCA et la gendarmerie nationale était en cours pour capturer les fugitifs afin de les remettre à la justice. Onanga-Anyanga s'est par ailleurs réjoui de la déclaration du Ministre de la Justice, selon lequel les individus arrêtés auront droit à un procès équitable, ainsi que du communiqué du Gouvernement appelant les fugitifs à se rendre.

Le chef de la mission onusienne a également rappelé qu'il n'y a pas de solution militaire à la crise centrafricaine, d'où le soutien de la MINUSCA à «la politique de main tendue du chef de l'Etat» aux groupes armés à travers la mise en place d'un programme DDR. «Nous appuyons la politique de main tendue du Président de la République. Le nouveau mandat de la MINUSCA accorde une place importante au consensus national dans la résolution des problèmes auxquels la Centrafrique est confrontée», a dit Onanga-Anyanga.

Sur le programme de DDR, le Représentant spécial a précisé que « ce n'est pas un échange de la paix avec de l'argent et n'a pas non plus pour but de partager

Le Représentant spécial a ajouté que le désarmement forcé n'a jamais marché « où que ce soit » et que le dialogue est l'unique voie pour y parvenir mais il a toutefois précisé que le paragraphe 30 de la résolution 2301 prévoit de « saisir, confisquer et détruire activement, selon qu'il conviendra, les armes et les munitions des éléments armés, y compris de toutes les milices et autres groupes armés non étatiques, qui refusent de déposer les armes ou qui ne l'ont pas encore fait ».

Onanga-Anyanga a conclu son intervention en appelant les Centrafricains à « donner le temps au gouvernement pour qu'il mène des réformes de fonds » et à la MINUSCA pour « mettre en œuvre le mandat ».